

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63113

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sacres de masse qu'il a pu observer dans les territoires conquis de l'URSS. Un an plus tard, soit quelques jours avant la Conférence de Wannsee, une réunion de tous les directeurs de centres de la *Nordostdeutschforschung* décide de la poursuite des travaux d'historiographie ethno-raciale et leur mise à disposition aux acteurs de la désintégration de l'État soviétique et de l'éradication de sa population. Orientation qui aboutit en 1943 au passage des centres de recherche sous le contrôle direct du SD. Le Centre de publication de Berlin sera évacué en janvier 1944, mais le chef de la section IIC de l'*Auswärtiges Amt*, chargé de la gestion des instituts de recherche SS, garde un petit groupe d'historiens pour les futurs pourparlers de paix. De même, le RSHA annoncera un mois plus tard, lors de la dernière session des directeurs de centres de recherche à Prague, qu'il a donné l'ordre de libérer tous les jeunes chercheurs du service armé afin de les préparer à assurer la relève d'après-guerre. La capitulation inconditionnelle n'était évidemment pas prévue dans ces plans. Du moins, un certain nombre de ces experts trouveront-ils à s'employer dans la lutte anticomuniste dans le contexte de la guerre froide.

Rita THALMANN, Paris

Anja HEUSS, *Kunst- und Kulturgutraub. Eine vergleichende Studie zur Besatzungspolitik der Nationalsozialisten in Frankreich und der Sowjetunion*, Heidelberg (C. Winter) 2000, 385 p.

La question du vol des œuvres d'art par les nazis dans l'Europe occupée est revenue à l'avant de l'actualité depuis plusieurs années et les dossiers ont été ouverts à nouveau, pour tenter de retrouver, 60 ans plus tard, les légitimes propriétaires qui n'avaient pas pu être identifiés à la Libération. Le livre d'Anja Heuss arrive à point nommé pour compléter les connaissances sur la question des spoliations (il ne traite pas des politiques alliées de restitution et de «récupération» de la part des Soviétiques, dans les pays qu'ils occupaient, d'œuvres qui avaient appartenu au patrimoine culturel allemand ou qui avaient été pillées ailleurs qu'en Union Soviétique). Les ouvrages sur la question dataient de l'après-guerre et des années 1950. Ce sujet est extraordinairement large tant furent vastes et le butin nazi et l'espace du pillage et tant furent nombreuses les autorités allemandes impliquées. Depuis une dizaine d'années, des recherches nouvelles avaient été menées, sur l'ensemble de l'Europe ou sur la France, qui utilisaient des sources françaises et américaines¹. Anja Heuss a largement utilisé les sources allemandes, nombreuses, et en particulier celles de la *Treuhandverwaltung für Kulturgut*, les services de récupération et de restitution artistique de la RFA, conservées à Coblenz. Cela a apporté un éclairage nouveau sur la question, mais aussi provoqué quelques confusions. Le ministre français Georges Mandel y perd ainsi son prénom, qui devient un malheureux Israël (son appartement parisien fut vidé dès juillet 1940).

Le choix d'étudier seulement la France et l'Union Soviétique a permis de limiter quelque peu le sujet et surtout, en s'intéressant à deux extrêmes dans l'échelle des pillages, de montrer les présupposés idéologiques de ceux-ci. Car les vols d'œuvres d'art et de biens culturels par les nazis ne furent pas seulement des vols de guerre, comme en a connu toute l'histoire de l'humanité. Ils furent portés par une conception précise, sinon des modalités finales de l'organisation de l'Europe allemande, au moins de la hiérarchie raciale des peuples et des droits des États envahis à poursuivre ou non leur existence. Ainsi, la France fut relativement peu touchée par les pillages, même si les services allemands s'y déployèrent nombreux.

1 Les deux principaux ouvrages ont été Lynn H. NICHOLAS, *Le pillage de l'Europe. Les œuvres d'art volées par les nazis*, traduit de l'américain par Paul CHEMLA, Paris 1995; Hector FELICIANO, *Le musée disparu. Enquête sur le pillage des œuvres d'art en France par les nazis*, Paris 1995.

Environ 20 000 œuvres »seulement« ont été prélevées dans les patrimoines français, la grande majorité appartenant à des familles juives. Les grandes collections publiques ne furent pas touchées. Beaucoup d'œuvres furent achetées sur le marché parisien, grâce à des intermédiaires traditionnels ou à des nouveaux-venus profitant d'une situation inédite. En Union Soviétique et dans les Pays Baltes par contre, ce furent des millions d'œuvres d'art et d'objets culturels qui furent collectés, dans les collections publiques, puisque le pouvoir soviétique avait lui-même nationalisé, après 1917, les grandes collections privées.

Le pillage des œuvres d'art commença réellement après l'*Anschluss*, lorsque de grandes collections juives furent saisies à Vienne. Le jour même de l'entrée des troupes allemandes en Autriche, le projet d'un grand musée d'art à construire à Linz, vit le jour. Dès août 1938, les promoteurs du musée considérèrent que les œuvres confisquées jusque là devaient être mises à la disposition d'Hitler, pour qu'il y fasse son choix. Il s'intéressa en fait peu à la constitution des collections et la délégua aux directeurs successifs du musée à construire (qui ne vit d'ailleurs jamais le jour): Hans Posse et Hermann Voss, tous deux historiens d'art qui avaient derrière eux une carrière traditionnelle de directeurs de musée. Posse voyagea à Paris dès octobre 1940. Il fut actif à prélever les œuvres qui l'intéressaient dans les collections accumulées au Musée parisien du Jeu de Paume dès juillet et à acheter des tableaux. Ces achats, même s'ils visaient des collections menacées par les lois anti-juives et s'ils menaient à des transactions pour le moins faussées, ont été l'une des caractéristiques des préemptions en France. Il n'y en eut aucun en Union Soviétique.

L'*Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* (ERR) fut l'organisme nazi le plus actif dans le pillage. Placé sous la direction d'Alfred Rosenberg, le principal idéologue du parti nazi, il bénéficia en France de l'aide des autres services d'occupation, par exemple du *Devisenschutzkommando*, qui ouvrait les coffres forts des banques loués à des personnes juives et y trouvait parfois des œuvres d'art. A l'est, l'*Einsatzstab* bénéficia de moins d'aide, malgré la nomination de Rosenberg, le 17 juillet 1941, comme ministre des Territoires de l'est occupés. L'ERR ne s'installa dans les pays conquis qu'en octobre 1941. Entre-temps, les différents *Kommandos* avaient commencé à mettre la main sur des œuvres.

Goering travaillait à constituer sa propre collection d'art, qu'il entreposait dans sa résidence de Carinhall, près de Berlin. En 1941 et 1942, il visita pas moins de 17 fois le musée du Jeu de Paume, pour choisir des œuvres. Il effectua même en 1944 un échange d'objets avec le musée du Louvre. Il n'a par contre rien réussi à récupérer des œuvres volées en Union Soviétique.

A l'est, le pillage fut généralisé, même si des musées entiers n'attirèrent que peu l'attention des nazis, à la recherche d'œuvres majeures allemandes et flamandes. Par contre, le pillage des trésors archéologiques fut très large. Il s'agissait, pour Alfred Rosenberg et Heinrich Himmler, d'un travail de justification idéologique, qui devait permettre d'étudier et de comprendre les ennemis, les Juifs et les Slaves, et d'expliquer la présence allemande dans le *Lebensraum* de l'est. Le *Ahnenerbe* des SS, créé dès 1935, tenta d'aller plus loin dans le temps, de remonter jusqu'à une lointaine antiquité, à la recherche de traces indo-européennes, ce qui conduisit ses spécialistes, tous des archéologues de profession, à abandonner la question juive. La *Hohe Schule*, un centre de recherches doté de nombreux départements, créée par Rosenberg, et qui devait à terme doubler la structure universitaire du Reich, vue comme insuffisamment nazifiée, récupéra de nombreux objets. Ce fut son département d'études juives qui collecta les livres hébraïques dans un énorme dépôt de Francfort.

L'étude exhaustive des sources a permis à Anja Heuss de donner des détails peu connus du pillage, comme par exemple les destructions d'œuvres d'art dégénéré en France. Cela a également permis de détailler tous les organismes responsables des vols, que ce soit d'œuvres d'art, de mobiliers anciens ou de bibliothèques et d'archives. Par exemple, le ministère allemand des Affaires étrangères créa, au sein de l'*Auswärtigen Amt*, un *Sonderkommando Künsberg*, qui mit la main sur des archives diplomatiques et politiques françaises et sur des

documents de l'ambassade britannique à Paris. A l'est, différents *Kommandos* recherchèrent des cartes géographiques dont l'usage pouvait être militaire. Le *Reichssicherheitshauptamt* créa un département VI G, en charge du pillage de bibliothèques et d'archives.

Il s'agit donc ici d'un ouvrage de grand intérêt, qui met bien en lumière les différences de traitement des œuvres d'art à l'est et à l'ouest de l'Europe et décrit largement le rôle des scientifiques et des intellectuels aussi bien dans la justification théorique que dans la mise en œuvre du processus. L'ouvrage aurait mérité cependant une écriture plus fluide, qui l'aurait rendu accessible à un large public. D'autre part, si les réactions françaises face au pillage sont décrites (mais auraient mérité d'être mieux replacées dans le contexte général de la collaboration d'État), celles des Soviétiques ne le sont pas, qui ont pourtant préparé très tôt leur propre politique de récupération et de préemption des œuvres d'art, dès la stabilisation du front et le début du reflux des armées allemandes.

Jean-Marc DREYFUS, Paris

Natalia VOLKERT, *Kunst- und Kulturreich im Zweiten Weltkrieg. Versuch eines Vergleichs zwischen den Zielsetzungen und Praktiken der deutschen und der sowjetischen Beuteorganisationen unter Berücksichtigung der Restitutionsfragen*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 2000, 252 S. (Europäische Hochschulschriften: Reihe III, Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 885).

Der Raub von Kunstwerken führte während des Zweiten Weltkrieges in Deutschland und der Sowjetunion zu schweren Verlusten. Seit Anfang der neunziger Jahre wird intensiv geforscht, um den Abtransport von Kulturgütern durch die Sowjetunion und das nationalsozialistische Deutschland aufzudecken. Jedoch gibt es bislang keine Arbeit, die den Kunstraub beider Länder miteinander vergleicht. Diese Forschungslücke hat jetzt die Mainzer Historikerin Natalia Volkert geschlossen. Mit ihrem Buch »Kunst- und Kulturreich im Zweiten Weltkrieg« versucht sie erstmalig, die Ziele und Praktiken der deutschen und sowjetischen Beuteorganisationen miteinander zu vergleichen und kommt zu erstaunlichen Resultaten.

In Deutschland und in der Sowjetunion gab es vor dem Krieg das Interesse, aus Kunst Geld zu machen: Im nachrevolutionären Rußland wurden wertvolle Gemälde für Devisen verkauft. Das nationalsozialistische Deutschland schob ebenso als »entartet« empfundene Kunstwerke ins Ausland ab. In beiden Ländern waren diese verkauften Werke in der Regel zuvor beschlagnahmt worden. Zudem gab es in Deutschland und in der Sowjetunion seit Beginn des Krieges Bemühungen, Kunstwerke vor Zerstörungen zu schützen, indem diese an andere Orte gebracht wurden. Nachdem beide Systeme im Inneren Erfahrungen mit Enteignung und Deportation von Kunst gesammelt hatten, war es dann nur noch ein kleiner Schritt, auch im besetzten Feindesland solche Beschlagnahmungen und Abtransporte durchzuführen.

Bei dem weiteren Vergleich des beiderseitigen Kunstraubes befindet sich die Autorin in der komfortablen Lage, auf die Forschungsergebnisse der vergangenen Jahre zurückgreifen zu können. So referiert sie zunächst die Praktiken der nationalsozialistischen Kunstrauborganisationen »Ahnenerbe«, »Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg«, Sonderkommando »Künstberg« und anderer deutscher Dienststellen. Die deutsche Seite war beim Kunstraub in der Sowjetunion von ideologischen Zielen geleitet: Die als »minderwertig« angesehene russische Kultur sollte ausgerottet und Kunstwerke »germanischen« Ursprungs nach Deutschland zurückgeholt werden.

Die jüngsten russischen Forschungen zum Kunstraub, die im deutschen Sprachraum bisher nur wenig ausgewertet wurden, erkennen auf der sowjetischen Seite dagegen ein anderes Motiv: Der Führung in Moskau ging es darum, Entschädigungen und Ausgleich für den